

Propriétaire-Gérant  
**ALFRED REBOUX**

ABONNEMENTS:  
Roubaix-Tourcoing: Trois mois. 48.50  
Six mois. 96.00  
Un an. 192.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne,  
trois mois. 15 fr.  
La France et l'Étranger, les frais de poste  
en sus.

Le prix des Abonnements est payable  
d'avance. — Tout abonnement continué,  
jusqu'à réception d'avis contraire.

Les abonnements et les annonces pour  
le Journal de Roubaix sont reçus :

A TOURCOING, rue d'Harve, 25.

A ROUBAIX, aux bureaux du journal.

A LILLE, à la succursale de l'Agence  
Havas, rue de la Gare et aux bureaux du  
Mémorial, Grande Place (entrée par les  
débats Saint-Etienne).

A ARMENTIERES, rue de Lille.  
A PARIS, aux bureaux de l'Agence  
Havas, Place de la Bourse, 8, ou rue  
Notre-Dame-des-Victoires, 24.

ROUBAIX, LE 16 NOVEMBRE

BOURSE DE PARIS  
Services gouvernementaux

	15 NOV.	16 NOV.
3 0/0 amortissable	86 25	86 50
3 0/0 amortissable nouv.	86 25	86 50
4 1/2 0/0	112 50	113 50
Emprunt 5 0/0	116 80	116 40

Dépêche communiquée par MM. NOULEZ,  
GANNISSE et C.

Cours de clôture.

	15 NOV.	16 NOV.
3 0/0	86 25	86 50
3 0/0 amortissable	86 25	86 50
3 0/0 amortissable nouv.	86 25	86 50
4 1/2 0/0	112 50	113 50
Emprunt 5 0/0	116 80	116 40
Banque de France	6435 00	6400 00
Banque d'Escompte	558 00	561 00
Hypothécaire	650 00	650 00
Compt. d'Escompte	425 00	425 00
Foncière Algérienne	855 00	000 00
Foncière de France	1730 00	1725 00
Mobilier	717 00	730 00
Général	841 00	840 00
Union	2360 00	2375 00
Suez	2410 00	2425 00
Unifiée	365 00	365 00
Italien	89 07	88 75
Russe 1877	93 1/4	00 00
Landerbank	1185 00	000 00
Banque ottomane	725 00	730 00
Chemins espagnols	837 00	835 00
Chemins autrichiens	680 00	685 00
Lombards	305 00	302 00
Nord d'Espagne	557 00	552 00
Saragosses	557 00	552 00
Panama	505 00	500 00

Dépêche communiquée par la Succursale  
du CRÉDIT GÉNÉRAL FRANÇAIS, 4, rue  
Nail.

Cours de clôture

	15 NOV.	16 NOV.
Florin 4 0/0	80 25	80 30
Italien 5 0/0	89 25	88 80
Hongrois 5 0/0	103 25	103 50
5 0/0 Russe 77	93 00	91 00
Turc	13 30	13 60
Egypte 6 0/0	366 25	365 00
Suez	2410 00	2410 00
Foncière	1737 50	1705 00
Banque de France	6350 00	6350 00
Mobilier Espagnol	852 50	845 00
Panama	505 00	502 00
Omnibus	1365 00	0000 01
Gaz Parisien	1680 00	1630 00
Gén. Transatlantique	662 50	665 00
Crd. de France et d'Alg.	550 00	570 00
Crédit Général Français	790 00	785 00
Orientaux	1300 00	1310 00
Lyon	1741 28	1740 00
Ouest	835 00	830 00
Nord	3050 00	3050 00
Nidi	1285 00	1270 00
Est	785 00	780 00

DEPECHES COMMERCIALES

Dépêches de MM. Burch et Cie, du Havre,  
représentés à Roubaix, par M. Bulteau-Gry-  
menez.

Havre, 16 novembre.

Ventes 1 800 b. Marché ferme.

Liverpool, 16 novembre.

Ventes 15,000 b. Marché inchangé.

New-York, 16 novembre.

Recettes 36,000 b.

New-Orleans low middling 84 1/2.

Savannah 82 1/2.

Bulletin du jour

Le programme, ou plutôt la déclaration ministérielle que nous donnons plus loin, lui au Palais-Bourbon par M. Gambetta et au Luxembourg par M. Cazot, n'a pas été accueilli avec beaucoup d'enthousiasme, même à la Chambre, où les applaudissements, d'après les journaux du soir, n'ont pas franchi la limite du centre. Au Sénat, ils n'ont pas dépassé les bancs de la gauche, où siègent les membres de l'Union républicaine.

Cet accueil est bien naturel. On s'attendait à un programme précis, on n'a eu qu'une série de phrases sonores, de promesses élastiques. Ce n'est que sur un point que la déclaration a été précise : celui de la révision du Sénat. Quant aux chemins de fer, il n'en est pas fait mention, à moins d'y voir une allusion dans ce passage : « Et de donner à nos moyens de production de transport et d'échange une impulsion plus active, un développement toujours croissant. » La sollicitude pour l'agriculture, le commerce et l'industrie a fait partie de toutes les déclarations des ministres passés, et l'on pouvait croire que M. Gambetta sortirait enfin de toutes ces généralités, cherches aux cabinets à leur aurore.

Aussi croyons-nous que l'accueil

# JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant  
**ALFRED REBOUX**

INSERTEMENTS:  
Annonces : la ligne. 25  
Réclames : 50  
Faits divers : 50  
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont  
reçus à Roubaix, au bureau du journal  
à Lille, chez M. GUARIN, libraire, Grande  
Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE  
et C<sup>ie</sup>, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires  
(Place de la Bourse); à Bruxelles, à  
l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

qui sera fait par la presse à ce moment d'éloquence sera « plein de fraîcheur », et ressemblera à celui qui lui a été fait au Parlement. Il est vrai qu'à la Chambre, on pouvait croire que la majorité se réservait pour les explications résultant de l'interpellation de M. Locroy. En attendant, l'urgence demandée au sujet de la proposition de révision de M. Barodet, l'urgence repoussée par le gouvernement, a donné lieu à un débat entre M. Clémenceau et M. Gambetta qui, bien que roulant sur un point de procédure parlementaire, présentait d'autant plus d'intérêt qu'il s'agissait pour le nouveau cabinet de tâter, dès son début, la majorité. M. Gambetta a dû être content, puisque, par 358 voix contre 120, il a eu raison de ses contradicteurs. Après cette première épreuve, le résultat de ses explications à l'interpellation de M. Locroy n'est pas de nature à l'inquiéter. Il a son « centre » et c'est le nombre. Que lui importe le reste !

En Allemagne, la défaite électorale du gouvernement, confirmée et complétée par les scrutins de ballottage, est maintenant un fait acquis et dont M. de Bismarck lui-même a reconnu l'existence dans une lettre adressée à un négociant de Berlin. D'après les renseignements de la Gazette d'Augbourg, le chancelier penserait que, par une organisation nouvelle du suffrage universel, on pourrait éviter à l'avenir pareille défaite. Mais c'est d'abord au présent qu'il faut songer. On devait se demander si le prince de Bismarck se bornerait à ignorer officiellement l'existence de la majorité opposante, s'il entrerait en lutte ouverte avec elle, ou s'il chercherait par des concessions à se créer une majorité multicolore. La Gazette de Cologne raconte que, dans son entrevue avec l'empereur, le chancelier s'est prononcé pour cette dernière tactique.

## UN MAUVAIS DÉBUT

Nous ne sommes pas surpris que la déclaration ministérielle ait été accueillie froidement, même à la Chambre. Ce document doit avoir été écrit tout entier par M. Gambetta en personne, car on y retrouve à chaque ligne ce style bizarre et tourmenté, sans exactitude dans les termes ou dans l'expression, mais non pas sans prétention ni sans emphase, qui est comme la marque du chef de l'opportunisme et qui n'a pas fait école, bien que d'adroits flatteurs aient pris soin d'en réunir, en volume, les manifestations multipliées, pour la plus grande édification de la jeunesse française. Puisse Dieu garder nos jeunes rhétoriciens d'un pareil modèle ! Car il n'y a pas à compter désormais sur le ministre de l'Instruction publique pour les en préserver.

Il ne faudrait pas dire que le style importe peu dans un document politique, car là peut-être plus que partout ailleurs, le manque de précision dans les termes, le vague des mots et des expressions est un indice certain du vague qui règne dans les idées. Or, le programme du nouveau ministère, envisagé dans son ensemble, paraît singulièrement incertain et vague.

Au fond, on est fort embarrassé pour savoir, après l'avoir lu, quelles réformes M. Gambetta se propose au juste de réaliser. Il nous parle, par exemple, de la nécessité « de reprendre et de compléter, sans perte de temps, notre législation militaire. » On croit comprendre tout d'abord qu'il s'agit, dans la pensée du président du conseil, de combler les lacunes dont l'expédition de Tunisie a révélé l'existence dans notre organisation militaire; de compléter la loi de 1873 sur le recrutement par un article autorisant la mobilisation partielle, ou bien encore de constituer, à l'aide d'un recrutement particulier, une force spéciale chargée de contenir ou de défendre nos colonies.

Point; car le membre de phrase qui suit immédiatement ouvre à l'esprit de tout autres perspectives; le président du conseil y parle, en effet, de la nécessité « de rechercher, sans porter atteinte à la puissance défensive de la France, les meilleurs moyens de réduire, dans les armées de terre et de mer, les charges du pays et d'alléger, sans compromettre nos finances, celles qui pèsent sur l'agriculture. » Ici nous sommes tout à fait dans le vague et dans l'indécision.

Que vient faire d'abord, dans une phrase consacrée à l'armée, l'allu-

sion aux charges financières qui pèsent sur l'agriculture ? Que veut dire M. Gambetta lorsqu'il promet de réduire, dans les armées de terre et de mer, les charges du pays ? Veut-il faire allusion à la réduction du service militaire à trois ans ? Mais alors comment peut-il concilier cette réduction avec le dessein annoncé par lui plus haut, et qui consiste à remédier aux imperfections de notre législation militaire ? Même incertitude, même indécision, même vague dans toutes les parties de la déclaration ministérielle. Prenons encore pour exemple le passage relatif à la révision.

Sa déclaration dit la France « a manqué, en vue d'assurer les réformes, sa volonté de mettre, par une révision sagement limitée des lois constitutionnelles, l'un des pouvoirs essentiels du pays en harmonie plus complète avec nature démocratique de notre société. » Pourquoi ne pas dire, en termes précis, en quoi consiste la révision que l'on veut proposer au congrès ? Le ministre n'en sait-il rien lui-même ? C'est infiniment probable. Veut-il simplement la suppression des inamovibles ? Veut-il changer aussi le mode de suffrage établi par la Constitution pour la nomination des sénateurs élus par les départements ? La phrase que nous venons de transcrire ne nous fournit aucune indication sur ces deux points particuliers. Si le ministre est d'avis que la révision doit être limitée, ainsi que l'a soutenu M. Gambetta contre M. Clémenceau, qu'il dise donc quelles sont ces limites.

Nous touchons ici à l'incident qui a marqué la séance d'hier, au premier engagement, à la première passe, dont la révision a été l'occasion, entre le chef du cabinet et le chef de l'extrême gauche. Le résultat n'en a pas été favorable au premier. M. Gambetta a perdu tout de suite la mesure et le sang-froid. Il s'est « emballé », comme on dit vulgairement, pendant que son adversaire restait complètement maître de lui. C'est là, de toute façon, une faute et une faute grave. Qu'est-ce qu'un président du conseil qui ne peut pas souffrir la contradiction sans s'exaspérer ?

L'opposition ne manquera pas d'exploiter ce défaut de caractère. Elle aura des orateurs qui auront mission de taquiner le président du conseil pour le faire sortir des gonds. Or, ce n'est pas par des éclats de voix ou par des roulements d'yeux qu'on impose silence à ses adversaires. C'est par des raisons habilement et fortement présentées. Un président du conseil qui se fâche à tout propos et devient rouge comme un coq à la moindre contradiction n'est pas destiné à passer au pouvoir des jours heureux, ni de longs jours.

Concluons donc que l'homme politique à qui la majorité républicaine avait laissé prendre, depuis plusieurs années, une situation si en dehors des règles reçues dans les pays libres; que l'homme sur qui reposait l'avenir, l'espoir des institutions; l'homme fort, l'homme étonnant, qui exerçait le gouvernement occulte comme il avait exercé la dictature, et sans plus se gêner, vient de faire, comme ministre parlementaire, un mauvais, un piètre début.

## Notes biographiques

SUR LES SOUS-SECRÉTAIRES D'ÉTAT

Spuller (Eugène)

Si Gambetta est Dieu, ce qui est invraisemblable, mais possible — parlons-en — Spuller est son prophète. Dès les débuts du défendeur de Baudin, le député actuel avait affirmé ses sympathies pour le jeune avocat, et on lui doit tenir compte qu'après il ne pouvait prévoir sa haute fortune. Son enthousiasme, cependant, suit une marche ascensionnelle — concordante avec les événements qui hissent M. Gambetta, de plusieurs crans. Personnellement, c'est un littérateur un peu lourd, nourri de l'école allemande, et qui a trop frayé avec Schopenhauer et Schlegel. Peut-être faut-il voir en ceci quelques affinités de race, car on lui a — et très amèrement — reproché d'être Badois.

Pendant la guerre, il s'est montré Français et il a accompagné Gambetta — dont il est l'ombre — dans sa sortie électorale — qui se termina à Epinouse, à cinq lieues des lignes prussiennes. Il faut donner acte à M. Spuller qu'il a constamment et publiquement affirmé n'avoir tout jamais su de M. Gambetta qu'un rôle officieux. Aujourd'hui l'activité a changé de désignation. Ses articles à la République française et ses conférences contre les Jésuites lui ont valu la faveur persistante du troisième arrondissement de Paris.

M. Spuller, sous-secrétaire d'Etat, est député de la Seine. Il a été membre de la commission du budget, président de

l'Union républicaine, et a rapporté le budget des affaires étrangères.

Republicain, il l'est, c'est sûr. Que ferait-il ?

Demandez ce que fera M. Gambetta.

E. Lelièvre

Il faut que ce soit un fameux lapin pour affronter, avec un nom comme cela, la dure et redoutable fonction de sous-secrétaire à la guerre. S'il avait fonctionné avant le légendaire Farre, on aurait encore pu dire : Lelièvre qui bat du tambour — mais il n'y a plus de tambour ! Au moins avec ce sous-ordre nous sommes assurés du ministre du râle. Qui lui a prédit la fortune ? Personne que lui.

Il était là-bas, à Lons-le-Saunier. Que faire à Lons-le-Saunier à moins que l'on y songe ? Et M. Lelièvre songe qu'il ferait un député tout comme un autre. D'ailleurs, si son nom le porte à la timidité, son prénom d'Achille le pousse à la bravoure. Il a fait sa carrière dans l'enregistrement, et des le commencement de sa carrière, fit à l'Empire une certaine « position » — ce qui a préparé son succès de 1876 et d'aujourd'hui. République peu bruyant — muet comme un lièvre, quoique licencié en droit — mais entêté comme un Hyacinthe qu'il est.

Voici encore un ancien membre de la commission du budget de 1878, en même temps qu'un des plus assidus de l'Union républicaine.

Blandin

« Vend du vin de Champagne et a su se faire mousser assez pour être élu. Marque ordinaire, d'ailleurs — politiquement parlant, bien entendu. Il a été avoué avant d'être élu, mais on ne le trouverait jamais parmi les manifestants inopportuns... Le fait est que... »

Enfin, avec lui comme sous-secrétaire d'Etat à la marine, on ne manquera pas de lui reprocher de ne pas avoir été député de la Seine.

Classement parlementaire : député de la Seine, membre de la commission du budget de 1882 et inféodé à l'Union républicaine.

Martin-Feuillée

Sous-secrétaire d'Etat à la justice, député d'Ille-et-Vilaine — département déjà représenté dans le ministère — est inscrit à la gauche républicaine et est, dans la présente combinaison, un des nombreux exemples que les membres de la commission du budget de 1882 n'ont pas perdu leur temps.

Jules Bevelle

Député de l'Eure, appartient au groupe de l'Union républicaine... et voilà.

Caze

Il est de la Haute-Garonne — et cela mène à tout. Pourquoi lui, avocat, est-il sous-secrétaire à l'agriculture ? C'est peut-être parce qu'il y a des agronomes qui se mêlent de parler comme des avocats.

Azais, tu dois être content.

Rien d'intéressant à noter, si ce n'est qu'il est inscrit à l'Union républicaine.

Félix Faure

Absolument inconnu. Nouvel élu de la Seine-Inférieure. Sa nomination au sous-secrétariat du commerce n'est pas à apprécier. Il semble qu'il ne s'est agi que de caser un membre de plus de l'Union républicaine.

Lesguiller

Sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics; député de l'Aisne; inscrit à l'Union républicaine; directeur des chemins de fer qui appartenait présentement à l'Etat, et vaudra être directeur de ceux qui appartiennent au commerce, ce même Etat... si le Parlement y consent.

## LES TRAITÉS DE COMMERCE

Les membres de l'association de l'industrie française se sont réunis hier matin, à huit heures et demie, au Grand-Hôtel, avec les délégués d'un grand nombre de chambres de commerce et de chambres consultatives, à l'effet d'examiner les nouveaux traités conclus avec la Belgique et l'Italie.

La réunion était présidée par M. Julien, président de l'association. Il était assisté de MM. Ferry et Claude, sénateurs. Beaucoup de sénateurs et de députés assistaient à la séance : MM. Vieillard-Miguel, Gevelot, Albert Ferry, des Rotours, Trystram, de Ledouctie, de Buchy, etc.

M. Julien, président, a donné lecture de l'exposé général suivant :

Messieurs, Vous êtes venus à présent, l'année dernière, un compte-rendu détaillé de sa démarche. Il lui serait agréable d'agir de même cette année et de vous montrer les efforts qu'il a fait pour justifier la confiance que vous lui avez témoignée. Mais il comprend que s'il avait intérêt à dégarer ainsi sa responsabilité, vous en auriez moins à entendre des détails circonstanciés, au moment où va se décider peut-être le sort de la grande cause que nous défendons ensemble depuis plusieurs années, celle du travail national.

La situation présente réclame, en effet, toute votre attention.

Il y a quelques jours encore, elle se résumait à peu près pour nous dans l'état des négociations avec l'Angleterre. Nous en suivions les phases avec une vive sollicitude, attendant le moment favorable pour vous rendre compte de la situation. La présentation inattendue des traités signés avec la Belgique et avec l'Italie, nous a donné de nouvelles préoccupations et nous a fait perdre de vue la cause que nous défendons ensemble depuis plusieurs années, celle du travail national.

Bien que vous ayez déjà pu examiner les dispositions des traités dont il s'agit, et apprécier les conséquences qu'elles peuvent avoir pour les diverses industries que vous repré-

sentez, nous avons cru devoir aussi, de notre côté, en faire une étude sommaire qui vous a été distribuée en des résolutions que nous vous proposons de prendre. J'ai hâte de dire, qu'exposé et résolutions, bien que nous ayons dû les faire imprimer pour être en mesure de les remettre à chacun de vous, sont soumis à votre approbation, qu'il y sera ajouté et qu'il entrera retranché tout ce que vous croirez devoir y ajouter ou retrancher et que le comité n'a nullement entendu en procédant ainsi, engager d'avance vos déterminations. Ils font, je le répète, un simple projet, et l'espérons qu'après cette explication, vous vous rendrez bien compte des motifs qui nous ont guidés.

Je ne veux pas entrer ici dans les détails que commande l'exposé; je crois devoir seulement dire quelques mots du projet de résolution qui le termine. Cette étude ne pouvait relever que les faits qui résultent des conventions avec la Belgique et avec l'Italie soumises à la sanction du Parlement, mais nous ne nous dissimulons pas que l'objectif principal reste le traité avec l'Angleterre. En effet, les traités aujourd'hui présentés ne tranchent pour nous les difficultés qui ont arrêté les négociateurs anglais et les négociateurs français autrement qu'en les laissant en suspens. Nous ne pouvons que le traité belge. Si l'on doit conclure un traité avec l'Angleterre, cet acte contiendra autre chose que ce que contient le traité belge et celui des deux, ne saurait être regardé comme une sorte de provisoire, si l'on peut ainsi dire. Convient-il, dans cette situation, de le discuter isolément ?

La France, après tant d'années d'attente, après tant d'études poursuivies, arrivée au moment d'arrêter son régime économique, doit-elle le fixer en quelque sorte par pièces et morceaux, doit-elle agir avec une précipitation que rien ne saurait justifier et qui répondrait peut-être à la prudence et à la sagesse, l'on attend d'une nation vraiment indépendante et de ceux qui sont chargés de veiller à sa prospérité et à sa grandeur ?

Nous ne le pensons pas, messieurs, et voilà pourquoi nous croyons devoir vous proposer de demander que les traités de commerce ne soient pas discutés isolément.

La seconde résolution prévoit le cas où cet avis ne prévaudrait pas et où l'on entreprendrait de discuter les traités de commerce traités séparés.

Dans notre sentiment, il faudrait alors demander au Parlement de ne pas se laisser entraîner par une résolution qui ne fait que reproduire les justes réclamations de presque tous les centres industriels qui avaient réclamé la faveur accordée aux industries anglaises, celle d'être entendus. Il ne peut-être question de reprendre les enquêtes, de faire de longues et laborieuses discussions, mais seulement de permettre à des hommes pratiques d'éclaircir ceux qui doivent décider de l'avenir de leurs industries, et des nombreux ouvriers qu'ils occupent.

Si vous adoptez cette proposition, j'aurai à vous proposer de désigner les délégués qui devront se mettre en rapport avec le gouvernement et avec la commission de la Chambre des députés.

M. Acloué, ancien député, dans une chaleureuse improvisation qui a été très applaudie, a combattu les traités de commerce. Il a demandé que, dans tous les cas, les traités ne fussent pas examinés isolément.

Après un discours sur l'agriculture, de M. Montclave, et des observations de M. Estancelin, M. E. Manchon a donné lecture d'une protestation faite par la chambre de commerce de Rouen contre les nouveaux traités. Lecture a été également donnée de protestation des chambres de commerce de Lille, de Lisieux, de Condé-sur-Noireau, de Fiers, de Mazaugues, de Canteleu, de Pont-Audemer, de Tararac, etc., etc.

M. Delesalle a protesté verbalement, au nom de la chambre de commerce de Lille, et de M. Motte-Bossut, au nom de la chambre de commerce de Roubaix.

MM. Delesalle et Dubar, délégués de la chambre de commerce de Lille, ont présenté des observations sur la filature du coton et sur les classifications des tissus de lin. M. Dubar a exprimé le regret que les classes du tarif général aient été modifiées sans l'assentiment des Chambres.

MM. Claude et Saint ont fait des observations au nom de l'industrie de la filature et du tissage du jute, qui n'obtient satisfaction sur aucun point.

M. le président a proposé à l'assemblée d'adopter les conclusions d'un projet de résolution qui avait été distribué aux délégués. Voici la dernière partie de ce projet de résolution :

« L'Assemblée, considérant que notre régime conventionnel à l'entrée, bien loin d'être amélioré, est, en général, plus défavorable que celui de la France, et que le tarif actuel est plus élevé que celui de la Belgique et de l'Italie ;

« Considérant que les réductions faites sur le tarif général du 5 mai 1881 sont presque sur toute la ligne supérieures à 20 0/0 ;

« Considérant qu'en nous liant avec la Belgique sur près de 300 chapitres, nous donnons les mêmes avantages à l'Allemagne, en vertu de l'article 1<sup>er</sup> du traité de commerce ;

« Considérant que les nouvelles concessions qui nous conduisent à une ruine complète alors qu'on attendait de la réforme douanière le retour à la prospérité ;

« Considérant enfin que dans les négociations des traités franco-belge et franco-italien et du traité franco-anglais encore en préparation, les délégués des industries étrangères ont été officiellement en rapports constants avec leurs négociateurs, alors que les représentants de l'industrie française ont été presque complètement tenus à l'écart.

« Emet le vœu :

« 1<sup>er</sup> Que les traités de commerce ne soient pas soumis isolément aux délibérations des Chambres ;

« 2<sup>o</sup> Que si les traités conclus avec la Belgique et l'Italie sont examinés isolément, ils ne soient pas ratifiés ;

« 3<sup>o</sup> Que les représentants de l'industrie française soient admis auprès de la commission des traités de commerce, nommée par la Chambre des députés, afin de défendre devant elle les intérêts qu'ils n'ont pu défendre devant les négociateurs de ces traités. »

Ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité, et une délégation a été nommée pour faire des démarches auprès de la commission de la Chambre des députés qui est saisie des traités franco-belge et franco-italien.

La réunion s'est séparée à onze heures et demie.

LES SUCCESSEURS DE M. TIRARD

M. Tirard, ministre de l'agriculture et du commerce, ne fait pas partie du nouveau ministère. Son portefeuille est donné à M. Rouvier et à M. Deves, en sens que le ministère du commerce formera, avec les colonies, un département

spécial, et que l'agriculture formera un autre ministère. Nous n'avons pas à apprécier ici ce déboulément. Nous dirons seulement que, selon toutes probabilités, M. Rouvier, comme ministre du commerce exercera une influence prépondérante dans tout ce qui a trait à notre régime douanier. Comme M. Tirard,